

ACTION URGENTE

CAMEROUN. TROIS JOURNALISTES ENCOURENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT

Les journalistes camerounais Baba Wame, Félix Ebolé Bola et Rodrigue Tongue sont en instance de jugement pour non-divulgaration d'informations et de sources devant le tribunal militaire de Yaoundé alors qu'ils n'ont fait que respecter la déontologie. S'ils sont déclarés coupables, ils risquent entre un et cinq ans d'emprisonnement.

En juillet 2014, **Baba Wame**, journaliste et enseignant en cyberjournalisme, a reçu un courriel contenant des photos et des informations qui faisaient état d'une collusion entre des agents des forces de sécurité camerounaises et le dirigeant d'un groupe armé de République centrafricaine qui était impliqué dans l'attaque d'une ville de l'est du Cameroun. Il a porté ce message à la connaissance de **Félix Ebolé Bola**, journaliste au quotidien *Mutations*, et **Rodrigue Tongue**, journaliste au quotidien *Le Messager*. Ils ont ensuite commencé à enquêter tous les trois.

En août 2014, Felix Ebola Bola a écrit au délégué à la Sécurité nationale pour l'informer de leurs découvertes et demander des informations complémentaires. Aucune réponse ne leur est parvenue jusqu'à ce que, deux mois plus tard, Felix Ebola Bola reçoive l'appel d'un agent de la direction générale de la Sécurité nationale qui souhaitait obtenir des précisions. Les journalistes, qui ne disposaient d'aucun élément nouveau, n'ont pas donné suite à cette demande ; ils ont cessé là leurs investigations et n'ont rien publié sur l'affaire.

Le 24 octobre 2014, ils ont reçu une convocation écrite de la part d'une juge leur ordonnant de se présenter à son bureau le 28 octobre 2014 afin d'être entendus. Plus tard, ils ont été inculpés de non-divulgaration d'informations et de sources en vertu de l'article 107 du Code pénal et placés sous contrôle judiciaire. Cette mesure a été levée en janvier et février 2015.

Le 30 novembre 2015, un juge a rendu une décision de rejet partiel et l'affaire a été transférée au tribunal militaire de Yaoundé. Le procès, qui devait s'ouvrir le 29 janvier, a été ajourné d'abord au 19 février et finalement au 18 mars. S'ils sont déclarés coupables, les trois journalistes pourraient être condamnés à des peines de prison allant d'un à cinq ans, et à une amende comprise entre 50 000 et 5 millions de francs CFA (entre 76 et 7620 euros).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités camerounaises à abandonner immédiatement et sans condition toutes les charges pesant sur Baba Wame, Félix Ebolé Bola et Rodrigue Tongue ;
- exhortez-les à protéger et à faire respecter le droit à la liberté d'expression pour tous, conformément aux obligations et engagements du Cameroun au regard du droit international ;
- priez-les instamment de veiller à ce que le droit d'accès à l'information soit inscrit dans le droit national et de définir toute exception au droit de non-divulgaration, en s'assurant qu'elle soit clairement précisée dans la loi, nécessaire et proportionnée.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 AVRIL 2016 À :

Ministre de la Défense
Joseph Beti Assomo
Ministère de la Défense
Yaoundé,
Cameroun
Courriel : serco.mindef@yahoo.fr
Formule d'appel : **Dear Minister, /**
Monsieur le Ministre,

Président du tribunal militaire de Yaoundé
Abega Mbezoa
Tribunal militaire de Yaoundé
Yaoundé,
Cameroun
Courriel : serco.mindef@yahoo.fr
Formule d'appel : **Dear President, /**
Monsieur le Président,

Copies à :
Président de la République
Paul Biya
P.O. Box 95 Yaoundé, Cameroun
Fax : +237222219376
Courriel : cellcom@prc.cm
contact@presidenceducameroun.com
Twitter : @PR_Paul_Biya

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Cameroun dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule d'appel.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CAMEROUN. TROIS JOURNALISTES ENCOURENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 21 décembre 2015, Amnesty International a envoyé une lettre officielle au ministère camerounais de la Justice, dont elle a adressé des copies au ministère de la Défense et au tribunal militaire. À ce jour, elle n'a reçu aucune réponse.

Le 21 janvier 2016, Amnesty International a publié un communiqué de presse conjoint avec Reporters sans frontières. Ce document peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/01/cameroon-authorities-must-drop-non-denunciation-charges-against-three-journalists/>.

Le 12 février 2016, des délégués de l'organisation ont rencontré le ministre de la Défense afin d'évoquer ce cas.

Noms : Félix Ebolé Bola, Rodrigue Tongue et Baba Wame
Hommes

AU 52/16, AFR 17/3586/2016, 8 mars 2016